

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/1
10 septembre 2003

(03-4736)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

SINGAPOUR

Déclaration de S.E. M. George Yeo
Ministre du commerce et de l'industrie

1. Nous sommes réunis aujourd'hui à Cancún à un moment où la situation politique est critique. Le désaccord au sujet de la guerre en Iraq a créé une fracture à l'ONU et au sein de l'Alliance atlantique. Si nous ne parvenons pas ici à rassembler la volonté collective de faire avancer le Programme de Doha pour le développement, le système multilatéral s'en trouvera encore affaibli. D'aucuns diront peut-être que peu importe s'il faut quelques années de plus pour achever le nouveau cycle de négociations. Après tout, le Cycle d'Uruguay a duré sept ans et demi. Mais nous ne pouvons avoir aucune certitude. Si le Programme de Doha pour le développement traîne en longueur, chaque pays, grand ou petit, prendra d'autres dispositions. Le système commercial mondial sera alors organisé autour de blocs économiques. Ce monde-là sera moins favorable pour beaucoup de pays, en particulier ceux qui sont plus petits et plus faibles. Ce sera aussi un monde plus dangereux où la force primera sur le droit, où les règles seront dictées par les puissants et où l'on ne fera même plus semblant de croire que tous les pays sont égaux.
2. Mais ce ne seront pas seulement les pays plus petits et plus faibles qui souffriront. Si le sentiment d'injustice et d'iniquité devient trop grand, d'une manière ou d'une autre, les problèmes du Tiers monde deviendront ceux des pays industrialisés. La mondialisation économique a aussi mondialisé les problèmes que sont la pauvreté, le terrorisme et la maladie.
3. Notre incapacité de progresser en ce qui concerne le Programme de Doha pour le développement a été extrêmement décevante. Nous avons lamentablement échoué à Seattle puisque nous n'avons pas réussi à lancer le nouveau cycle de négociations. À Doha, deux mois après le 11 septembre, nous avons réussi, poussés par le sentiment d'être menacés par un danger commun. Mais depuis lors, chaque échéance a été manquée, chaque compromis esquissé a été réduit à néant par une objection ou une autre.
4. Nous avons une occasion à Cancún de remettre les négociations sur la bonne voie. Le Président du Conseil général, M. Carlos Perez del Castillo, a proposé un texte sur lequel nous pouvons travailler, avec les autres textes qui ont été présentés. Si nous ne sommes pas en mesure de parvenir à un accord ici sur la voie à suivre, nous n'aurons pas la moindre chance d'achever le Programme de Doha pour le développement au 1^{er} janvier 2005. Nous devons alors peut-être attendre de nombreuses années encore. Une fois que la perspective immédiate d'un accord aura disparu, la politique nationale dans chaque pays se modifiera rapidement en faveur de ceux qui s'opposent à la libéralisation et préfèrent la protection. Si nous échouons ici à Cancún, le monde prendra une direction différente. Quelle que soit la façon dont nous essaierons de dissimuler notre échec, tout le monde saura que nous avons échoué et les conséquences politiques seront graves.
5. Nous ne devons donc pas échouer. Et, pour ne pas échouer, nous devons montrer plus de respect pour nos positions respectives et trouver des moyens créatifs de concilier nos intérêts

différents. Avec suffisamment de bonne volonté et de volonté politique, nous pouvons créer un cadre commun ici à Cancún pour que les négociations puissent être achevées d'ici à la fin de l'année prochaine.

6. Prenons par exemple la question des ADPIC et de la santé publique. À Genève, nous sommes enfin parvenus à nous entendre sur une déclaration du Président que tous les pays pourraient accepter, et pas seulement les principaux protagonistes. Il était juste que chacun ait la possibilité de s'exprimer. Cela nous a encouragés et nous a rendus plus confiants pour travailler ensemble sur les questions dont nous sommes saisis.

7. L'agriculture est le point clé de notre programme. Le texte du Président du Conseil général et tous les autres textes qui ont été présentés constituent une base pour nos délibérations sur l'agriculture. Si, même à ce niveau de généralité, nous ne pouvons parvenir à un large accord sur un cadre concernant les modalités, nous n'aurons aucune chance de progresser par la suite à Genève et de respecter la date butoir du 1^{er} janvier 2005.

8. Toutes les autres questions dépendent de l'agriculture. Plus nous restons dans la généralité en ce qui concerne l'agriculture, plus nous devons le rester en ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les questions de Singapour. Moins nous sommes ambitieux en ce qui concerne l'agriculture, moins nous devons l'être en ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les questions de Singapour.

9. Pour ce qui est de l'agriculture, je demande aux pays développés de s'élever au-dessus de leur politique nationale et d'être plus généreux à l'égard des pays en développement. Les centaines de milliards de dollars de subventions dépensés chaque année par les pays développés vident de son sens le système commercial multilatéral que les pays en développement sont constamment invités à soutenir. Parmi ces subventions, les plus nocives sont les subventions à l'exportation. Si nous ne pouvons pas supprimer rapidement toutes ces mesures qui faussent les échanges, essayons au moins de nous fixer clairement cet objectif. De fait, c'est ce que nous avons décidé à Doha et c'est pourquoi nous avons fait du nouveau cycle un cycle pour le développement.

10. L'important c'est que, lorsque nous quitterons Cancún, le système multilatéral soit devenu synonyme d'espoir. Lorsque la Chine et le Taipei chinois ont accédé à l'OMC à la dernière réunion ministérielle à Doha, nous nous en sommes réjouis. Ici à Cancún, nous nous réjouissons de l'accession du Cambodge et du Népal. L'idéalisme qui a donné naissance au GATT en 1947 face au protectionnisme qui avait conduit à la deuxième guerre mondiale devrait continuer de guider nos actions à l'OMC. Quelle que soit la complexité de ses rouages, l'OMC représente encore notre meilleur espoir de vivre dans un monde où tous les pays puissent participer démocratiquement à l'élaboration de règles qui nous lient tous de la même manière.
